

**VIIe congrès de l'Association française
de science politique**

Lille, 18, 19, 20 et 21 septembre 2002

Table-ronde n°4

« La radicalisation politique »

**Sous la direction de
Annie Collovald et Brigitte Gaiïti**

**De la révolution permanente à l'anti-radicalisme :
Les dynamiques de reconversion des néoconservateurs
aux Etats-Unis**

Nicolas Guilhot

London School of Economics and Political Science

N.Guilhot@lse.ac.uk

Les quelques réflexions qui suivent naissent d'une recherche menée il y a quelques années sur la genèse sociale et idéologique des politiques américaines d'aide aux processus de démocratisation. L'un des aspects qui orientaient notre travail de terrain concernait la nature de ces politiques, où s'exprimait une fibre idéologique très militante, historiquement étrangère au contexte institutionnel dans lequel s'élabore la politique étrangère des Etats-Unis. Il s'agissait dès lors de comprendre comment de tels répertoires d'action militants et enclins au prosélytisme avaient en quelque sorte essaimé vers un terrain traditionnellement caractérisé par un grand pragmatisme.¹ C'est en réalisant un certain nombre d'entretiens où les biographies individuelles occupaient une place importante qu'ils nous est apparu que les réseaux à la fois politiques et scientifiques qui étaient à l'origine de ces initiatives internationales dans les années 1980 étaient constitués par des individus qui formaient un groupe politiquement distinct, issu d'une histoire commune et apparemment fort paradoxale, puisque c'est celle d'une lente conversion collective du trotskisme, ou, plus largement, de l'anti-stalinisme de gauche, vers le reaganisme. Nous nous sommes aussi aperçus que cette trajectoire définissait la composante la plus intellectuelle du mouvement néoconservateur.

Cette table ronde sur la « radicalisation » est l'occasion de reprendre ces éléments pour tenter d'éclaircir les dynamiques de ce type de conversions politiques, qui ne sont d'ailleurs pas limitées au cas américain.² Précisons d'emblée que la trajectoire de ces acteurs ne se laisse pas aisément caractériser en termes de radicalité : on parle ainsi – et nous utiliserons nous-même le terme, par commodité – de la « déradicalisation » de la gauche anti-stalinienne.

¹ Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à une synthèse partielle de ces recherches : Nicolas Guilhot, « Les professionnels de la démocratie : logiques savantes et logiques militantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, septembre 2001, pp. 53-65.

² L'un de nos interlocuteurs, certainement dans le souci pédagogique d'éclairer un chercheur français, nous a ainsi déclaré : « En France, vous avez eu les nouveaux philosophes... et bien c'est à peu près la même chose » (Joshua Muravchik, American Enterprise Institute, entretien avec l'auteur, 21 mars 2000).

On pourrait tout aussi bien dire que les mêmes acteurs, au cours des années 1980, opèrent une radicalisation en sens inverse, vers la droite. Ces termes, dont l'usage est stratégique plus que scientifique, ne font sens qu'au sein d'une structure qui assigne des positions politiques affectées de valeurs positives ou négatives. Il nous semble donc plus utile de réfléchir au contraire au rôle de *champions de l'anti-radicalisme* qui est le leur au cours des années 1960-1970, et par conséquent à leur capacité à faire tout un travail de contrôle policier de l'espace politique et idéologique légitime. Car s'ils sont en mesure de constamment redéfinir la frontière qui sépare le radicalisme de toutes les nuances du consensus libéral américain³ et d'en assurer la police, c'est précisément parce qu'ils l'occupent.

La trajectoire de ces activistes soulève aussi un certain nombre de questions liées à l'étendue de la distance à la fois sociale et politique qu'ils parcourent. Comment passe-t-on d'un engagement qui s'inscrit dans la perspective de l'internationalisme prolétarien et de la révolution sociale et politique à une apologie du capitalisme américain assortie d'un virulent anticommunisme ? Les exemples, certes, ne manquent pas, et le communisme orthodoxe a été d'une certaine façon une machine à produire des convertis, qui s'empressent généralement de recycler leurs réflexes staliniens dans la dénonciation de ceux qui refusent ou ne peuvent les suivre. Mais l'intérêt que présentent les néoconservateurs issus du trotskisme est que, à la différence des anciens communistes (qu'ils ne se priveront pas, d'ailleurs, d'utiliser), ils n'opèrent aucune conversion apparente. Ils n'apparaissent ni comme des apostats, ni comme des convertis, moins encore comme des renégats. « Jusqu'à la déception causée par Yeltsin et Gaïdar », nous déclarait avec une certaine auto-ironie l'un d'entre eux, « je croyais vraiment à la révolution... l'idée m'importait tout autant que lorsque j'avais dix-sept ans. J'étais toujours un révolutionnaire, quitte à être devenu un contre-révolutionnaire. Mais c'était dans le même esprit. »⁴ Derrière la boutade, il y a là l'indication d'une réelle continuité des matrices politiques et théoriques qui demande à être expliquée.

Cela ne veut pas dire pour autant que la dérive droitière de ce groupe était inscrite en germe dans les options politiques et théoriques initiales du mouvement trotskiste aux Etats-Unis, ni d'ailleurs dans sa composition sociale. Il faut résister ici à tout essentialisme, qu'il soit social ou idéal. La continuité du parcours de ces acteurs n'est pas une donnée mais un résultat : elle demandait, autrement dit, à être constamment produite, par un travail intellectuel et idéologique de justification dans lequel ils excellaient et qu'il convient de mettre au jour. C'est pour cela qu'il nous faut aussi faire la part des facteurs proprement idéologiques et des facteurs sociaux dans ces trajectoires paradoxales, tout en montrant comment ces déterminations s'articulent de façon fine.

Un renouvellement du personnel politique

Les acteurs politiques qui nous intéressent ici vont, au cours des années 1980, parvenir à conquérir un certain nombre de postes – en général de second rang – au sein de l'administration Reagan. En provenance des milieux de l'expertise politique, proches de certains magazines néoconservateurs, ou issus de petites formations politiques elles-mêmes dérivées de la mouvance trotskiste, comme les Social Democrats, USA, ces cadres vont occuper en général des positions ayant trait à la conduite de la politique étrangère. En même temps, force est de constater que ce personnel provient d'horizons socio-professionnels bien différents et relativement éloignés du terreau traditionnel où s'épanouit l'*establishment* : ce

³ Par souci d'éviter trop de lourdeur, nous utiliserons tout au long de cette communication les termes « libéral » et « libéralisme » comme traductions, certes tout à fait impropres, de *liberal* et *liberalism*.

⁴ Cet interlocuteur avait été conseiller du candidat Reagan puis membre de son administration. Entretien avec l'auteur, 22 mars 2000).

sont en effet les banques d'affaires et les grands cabinets d'avocats qui ont été le vivier de l'élite gouvernementale de l'après-guerre, une élite qui gère la politique étrangère de façon d'autant plus collégiale qu'elle se distingue difficilement de ses intérêts privés. Car c'est très précisément ce statut de notables (du droit, des affaires) qui habilitait cette élite à gouverner en lui permettant de réaliser la conversion paradoxale de son capital économique en gage de vertu civique, puisque ses membres peuvent "vivre *pour* la politique sans vivre *de* la politique", pour reprendre une formule de Weber qui s'applique aussi bien à ces *public-spirited men* qu'aux *honoratores* de l'Antiquité⁵. L'arrivée à Washington, au cours des années 1980, des cadres politiques dont il est question ici semble au contraire indiquer une crise des mécanismes sociaux de reproduction des classes dirigeantes américaines. Les institutions qui assuraient la reproduction de ces couches sociales ainsi que la stabilité et l'homogénéité du personnel d'Etat (les *colleges* de l'élite, comme Dartmouth, les carrières dans la finance à Wall Street ou dans le droit, les grandes fondations philanthropiques) ont été sinon supplantées, du moins concurrencées par ce qu'on peut appeler des *bureaucraties symboliques*, c'est-à-dire des appareils principalement chargés d'assurer la coordination idéologique de la politique étrangère, de lui donner un sens : ainsi l'AFL-CIO et notamment son département des affaires internationales (financé en partie par le gouvernement fédéral), dont les activités consistent essentiellement à promouvoir une conception non-conflictuelle des relations ouvriers-patronat dans l'optique d'une intense lutte anticomuniste sur le terrain industriel et syndical; des nouveaux instituts de recherche et *think tanks*, comme l'American Enterprise Institute ou la Heritage Foundation, qui modernisent le vénérable modèle qui fut celui de la Brookings Institution et ouvrent de fait de nouveaux canaux de participation politique, fût-elle indirecte; des fondations à vocation internationale, comme Freedom House ou le National Endowment for Democracy, deux institutions où tout un personnel de la guerre froide va produire un nouvel universalisme fondé sur la démocratie et les droits de l'homme; des programmes de propagande, tel *Prodemca*, un projet de lobbying et de campagne publique dirigé par Penn Kemble visant à améliorer l'image des *contras* au Nicaragua auprès des dirigeants américains et de l'opinion publique; ou encore la délégation des Etats-Unis auprès des Nations-Unis, qui abrite dans les années 1980 un personnel extrêmement idéologisé, sous la férule de Jeane Kirkpatrick⁶.

En raison même de leur trajectoire, ces acteurs politiques émergents affichent une légitimité intellectuelle et méritocratique : diplômés (on compte ainsi de nombreux *Ph.D.*), proches des milieux universitaires et des centres de recherche, et généralement issus d'une véritable ascension sociale liée à l'université, ils s'opposent au monde dynastique du vieil *establishment*, "un monde," comme l'écrit David Halberstam, "où les jeunes gens faisaient carrière en vertu non seulement de leur intelligence et de leurs capacités, mais aussi de qui étaient leur parents, et de quels coups de téléphone de la part de vieux amis avaient précédé leur apparition dans un bureau."⁷ Cette différence dans le type de capital mobilisé dans l'exercice du pouvoir se traduit par des pratiques différentes. Ces cadres ne se contentent pas de gérer l'international comme leurs prédécesseurs : ils en font aussi l'exégèse constante. Car s'ils parviennent à atteindre quelque notoriété, c'est moins en raison de leurs positions institutionnelles, relativement obscures, que de leur écrits. L'une des spécificités de ce personnel est en effet qu'il est prolixe et contribue volontiers à un certain nombre de revues dont l'histoire est intimement liée à la transformation de la vieille gauche socialiste et antistalinienne des années 1930 en fer de lance du mouvement néoconservateur dans les

⁵ Max Weber, *Economy and Society*, 2 vol., University of California Press, Berkeley, 1978, p. 290.

⁶ Sur ces dernières institutions, une source de renseignements utiles, quoique complaisante : Allan Gerson, *The Kirkpatrick Mission. Diplomacy Without Apology – America at the United Nations 1981-1985*, The Free Press, New York, 1991.

⁷ David Halberstam, *The Best and the Brightest*, Barrie & Jenkins, Londres, 1972, p. 5.

années 1970 : ainsi *The New Leader*, la revue fondée en 1920 par Sol Levitas, un menchévik émigré à New York; *Commentary*, le magazine *left liberal* et littéraire de l'American Jewish Committee qui, sous la houlette de Norman Podhoretz, prendra un virage anticommuniste et droitier très prononcé à la fin des années 1960 pour finalement devenir le foyer intellectuel du néoconservatisme; *The Public Interest*, le magazine politique fondé en 1969 par Irving Kristol et Daniel Bell; ou encore *The American Spectator*, ou *Encounter*, la publication britannique du Congrès pour la Liberté de la Culture, dont on ne saura qu'en 1966 qu'elle bénéficiait des subventions de la CIA.

Ces positions hybrides, à cheval entre la bureaucratie, les luttes culturelles et les jeux politiques, s'expliquent notamment par le type de compétences que ces acteurs sont capables de mobiliser : c'est en effet d'un parcours militant qu'ils héritent la valorisation du travail idéologique, la maîtrise des appareils et une conception tactique de la politique. Et ce sont là des éléments de continuités qui structurent la lente conversion collective de ces anciens gauchistes en apôtres de la guerre froide puis du reaganisme, puisqu'elle laisse relativement intacte une culture politique de matrice marxiste-léniniste, réinvestie dans les circuits du pouvoir au cours des années 1980 – ce qui fera en effet du reaganisme, à certains égards, une idéologie teintée de radicalisme sur le plan international⁸. C'est par conséquent à la même mouvance qu'appartiennent tant ces activistes de l'international qui composent l'aile la plus institutionnelle et la plus bureaucratique du néoconservatisme (mais aussi, pour la même raison, la moins visible) – Carl Gershman, Joshua Muravchik, Penn Kemble, Albert Shanker, Tom Kahn, Elliot Abrahams, Charles Fairbanks – et ses intellectuels organiques, plus connus, comme Nathan Glazer, Irving Kristol, Norman Podhoretz, Michael Novak, Midge Decter, James Burnham ou encore ses réseaux universitaires – dont la notoriété n'est qu'une illusion d'optique due au fait qu'ils s'inscrivent dans le champ qui est le nôtre : les sociologues Peter Berger et Edward Shils, l'essayiste Daniel Bell, le politologue Seymour Martin Lipset, les historiens Daniel Boorstin et Richard Hofstadter, pour ne citer qu'eux.

Du Trotskisme au Reaganisme : la déradicalisation d'une génération politique

Comment expliquer cette dérive droitière et le retour au bercail libéral de ces anciens gauchistes – une déradicalisation d'autant plus ambiguë qu'elle se fait au profit d'un retour aux sources anticommunistes du libéralisme trumanien et, par conséquent, d'une radicalisation virulente de cette tradition politique ? Quelles ont été ses principales étapes et ce qu'on pourrait appeler ses "opérateurs logiques" ? Car l'une des particularités de ce type de trajectoires est qu'elles se font dans la continuité la plus totale, et non sur le mode de la rupture ou de la crise : les néoconservateurs sont d'ailleurs prompts à souligner ce qu'ils présentent comme la cohérence de leurs parcours. On a là en effet un type de conversion singulier, imperceptible pour ainsi dire, fort différent des déchirures que sont par exemple les sorties hors de l'engagement communiste.⁹ C'est précisément cette continuité qui rend possible le maintien d'un même répertoire collectif de l'action politique par-delà les évolutions idéologiques et institutionnelles. L'historien Alan Wald parle ainsi d'une dérive au cours de laquelle "certains éléments de doctrine semblent rester identiques d'un point de vue formel au

⁸ A tel point, d'ailleurs, que certains conseillers de Reagan issus de ces cercles qui travailleront ensuite pour le candidat George Bush lui conseilleront en 1988 de transformer la doctrine Reagan en "doctrine de libération [nationale]." Cf. Charles Fairbanks, « Human Rights », in Charles L. Heatherly & Burton Yale Pines (dir.), *Mandate for Leadership III : Policy Strategies for the 1990s*, Heritage Foundation, Washington DC, 1989, p. 623.

⁹ Pour une comparaison avec les trajectoires d'ex-communistes aux Etats-Unis, voir John P. Diggins, *Up from Communism. Conservative Odysseys in American Intellectual History*, Harper & Row, New York, 1975.

moment même où leur contenu se trouve transformé."¹⁰ Une observation, d'ailleurs, que les entretiens que nous avons pu réaliser ont amplement confirmée. Ces acteurs entendent en effet « faire de la politique de façon marxiste léniniste, mais sans tous les objectifs que cela suppose » ; ils croient fermement « à l'importance des mobilisations, à l'importance du 'public' ou du 'peuple' en tant qu'il s'oppose aux élites, à l'importance de l'idéologie et du fait d'avoir une ligne idéologique... à l'importance de la guérilla politique : [autrement dit] à l'idée qu'on perd une cause si on ne lutte pas pour cette cause. »¹¹

Il faut chercher les origines du courant néoconservateur dans la rencontre du marxisme et du libéralisme – plus précisément du marxisme antistalinien de matrice trotskiste ou socialiste qui trouve une assise forte aux Etats-Unis au cours des années 1930, et du libéralisme consensuel qui marque la période de l'après-guerre. C'est en effet dans les années 1930, sur le fond de la crise économique et sociale, que naît le mouvement trotskiste aux Etats-Unis, autour de la figure de Max Shachtman.¹² Né à Varsovie en 1904, Shachtman est encore enfant lorsque ses parents émigrent à New York, où son père s'établit comme tailleur dans East Harlem. Après un passage par le City College, il entre au parti communiste puis s'aligne rapidement sur les positions de Trotsky. Expulsé du parti en 1928, il emmène ses proches vers les mouvements de jeunesse de gauche indépendants du parti communiste, notamment la *Young People Socialist League*, qui dépend alors du parti socialiste dirigé par Norman Thomas. C'est en 1938 qu'il fonde le *Socialist Workers Party*, un parti qui changera plusieurs fois de nom au cours de son existence et entreprendra à deux reprises une fusion (en réalité, de véritables raids entristes) avec le parti socialiste. Initialement très proche de Trotsky – c'est en février 1930 que Shachtman lui rend la première d'une longue série de visites sur l'île de Büyük-Ada, au large d'Istanbul, où il est exilé depuis l'année précédente – Shachtman s'en éloigne dès 1939, après l'invasion soviétique de la Finlande et le pacte germano-soviétique, en refusant de soutenir l'URSS (et, par conséquent, le camp allié) au cours de la Seconde Guerre Mondiale.¹³ Avec ce choix du "troisième camp", ni capitaliste ni soviétique, le SWP va imperceptiblement délaissier l'orthodoxie révolutionnaire pour s'orienter vers la recherche d'une formule socialiste plus spécifiquement américaine. C'est dans cette démarche que s'inscrit l'abandon du modèle léniniste du parti et la transformation en simple mouvement (la *Independent Socialist League*, 1949) cherchant à orienter les autres forces socialistes présentes dans le pays. A partir de là, l'antistalinisme de matrice trotskiste va fonctionner comme une passerelle vers l'anticommunisme libéral qui constitue le socle de la vie politique américaine aux débuts de la guerre froide. Les années 1960 vont ainsi voir ces militants déjà proches de la hiérarchie politiquement très modérée de l'AFL-CIO chevaucher le mouvements pour les droits civiques et se rapprocher des libéraux, une stratégie qui implique de lutter farouchement contre la radicalisation des mouvements sociaux.¹⁴ Leur

¹⁰ Alan Wald, *The New York Intellectuals. The Rise and Decline of the Anti-Stalinist Left from the 1930s to the 1980s*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1987, p. 11.

¹¹ Voir note 4.

¹² Sur Shachtman, on peut se reporter à la biographie que lui consacre Peter Drucker, *Max Shachtman and His Left. A Socialist's Odyssey through the « American Century »*, Humanities Press, Atlantic Highlands, 1994. On peut également consulter le chapitre qui lui est consacré dans : Maurice Isserman, *If I Had a Hammer. The Death of the Old Left and the Birth of the New Left*, University of Illinois Press, Urbana, 1987.

¹³ C'est d'ailleurs à cette époque que Shachtman élabore avec James Burnham la thèse de l'Etat soviétique comme "collectivisme bureaucratique" – avant que Burnham ne s'éloigne du mouvement pour entamer, le premier, une longue odyssée vers l'ultra droite républicaine, où s'exprimeront finalement les prédispositions de cet intellectuel qui eut une formation catholique néo-thomiste et flirta dans sa jeunesse avec des doctrines corporatistes voire crypto-fascistes avant de devenir un compagnon de route des trotskistes.

¹⁴ Cette stratégie était celle du *realignment* : il s'agissait, en travaillant à la mise en place de liens entre le *labor*, le mouvement pour les droits civiques, et l'aile *liberal* du parti démocrate, de parvenir à renverser les équilibres internes à ce parti au détriment des démocrates conservateurs du sud et au profit des *northern liberals*. Artisan de

antistalinisme va ainsi être recyclé et devenir un anticommunisme à usage interne, dirigé vers une *New Left* accusée de faire le jeu de Moscou et d'avoir une âme "totalitaire." Cette lutte contre la nouvelle gauche des années 1960 sera d'autant plus facilement livrée qu'elle se double en fait, sur un plan plus psychologique, d'un certain élitisme intellectuel de la part de ces militants chevronnés et formés dans l'orthodoxie marxiste (et, surtout, formés aux textes), vis-à-vis d'une génération plus jeune dont ils abhorrent le spontanéisme, le radicalisme et, surtout, ce qu'ils perçoivent comme le caractère a-théorique des mots d'ordre et d'un univers référentiel qu'on dira, pour faire vite, freudo-marcusien.¹⁵ Très vite, c'est une sorte de nihilisme petit bourgeois que la gauche antistalinienne dénonce chez les jeunes *leftists* des années 1960¹⁶, ainsi qu'une attitude anti-démocratique. La lutte contre la nouvelle gauche aux USA finit ainsi par se confondre avec la lutte contre le stalinisme soviétique et l'influence communiste dans le monde. Fermement établis dans le camp de la guerre froide, ces anciens gauchistes vont voir dans l'américanisme la seule forme de progressisme digne d'être défendue. En 1961, lors d'un discours prononcé à Berkeley, Shachtman ne condamne pas la tentative d'invasion américaine de Cuba (il va même jusqu'à expliquer à un public étudiant incrédule que les forces envoyées sur l'île comptaient de braves syndicalistes cubains); il appelle au contraire à une "révolution démocratique" portée par les classes moyennes. Peu avant sa mort, survenue en 1972, il n'hésitera pas à apporter son soutien à l'effort de guerre américain au Vietnam, considérant que les Etats-Unis sont engagés "dans une guerre progressiste contre le stalinisme."¹⁷ Les prises de positions sur l'échiquier politique national sont en conformité avec celles qui concernent les questions internationales : au cours des années 1970, les partisans de Shachtman vont ainsi apporter leur soutien à Henry Jackson, le sénateur de l'état de Washington et le candidat démocrate du complexe militaro-industriel, partisan d'un anticommunisme intransigeant et d'un retour à une stratégie du *roll-back*, opposé à George McGovern, qui bénéficiait du soutien de la *New Left*. Quant à la *Young People Socialist League*, le mouvement de jeunesse du parti socialiste passé sous le contrôle des trotskistes shachtmaniens dans les années 1960, elle sera le berceau d'une génération de cadres politiques qui, après un transit à travers le parti des *Social Democrats USA* – qui naît d'une scission de l'aile la plus droitière du PS, proche du Shachtman des années 1970 – feront carrière dans l'administration Reagan, aux premières lignes de la seconde guerre froide, formant un groupe distinct, parfois désigné comme celui des *State Department socialists*.¹⁸

Il faudrait cependant se garder de voir dans cette évolution droitière un accident de parcours, ou la simple résultante de la personnalité complexe de Shachtman. En réalité, cette déradicalisation reflète surtout la composition sociale de ces milieux ainsi que les positions intellectuelles de ces activistes anti-staliniens. L'historien Alan Wald observe ainsi que la gauche antistalinienne américaine s'est droitisée "pour des raisons essentiellement sociales, et

cette stratégie, Shachtman pensait initialement parvenir à créer une scission chez les démocrates pour entraîner l'aile gauche en dehors du parti. Il opta ensuite pour le réaligement pur et simple au sein du parti démocrate, grâce auquel il serait possible d'y exercer un certain contrôle, pour le pousser en direction d'une plateforme politique se rapprochant du *Labour Party* britannique – une stratégie qui impliquait de se fondre dans l'aile droite du parti socialiste. Voir Isserman, *op.cit.*, pp. 191-192.

¹⁵ Comme le dit avec une certaine auto-ironie l'un de ces anciens trotskistes passés par l'administration Reagan lors au cours d'un entretien que nous avons réalisé : "je détestais la nouvelle gauche parce que si elle était suffisamment fanatique, elle n'était pas assez dogmatique".

¹⁶ Eminemment politique, cette thèse sera "maquillée" sociologiquement par Daniel Bell dans *The Cultural Contradictions of Capitalism*.

¹⁷ Wald, *op.cit.*, p. 328.

¹⁸ Michael Massing, "Trotsky's Orphans. From Bolshevism to Reaganism", *The New Republic*, 22 juin 1987, pp. 18-22. Le surnom de "state department socialists" est dû en réalité à Hal Draper qui avait ainsi appelé Shachtman à l'issue de son discours justifiant la tentative d'invasion de Cuba. Cf. Drucker, *op.cit.*, p. 281.

non idéologiques."¹⁹ Car il s'agit en effet de milieux très spécifiques, et relativement homogènes, dont la position dans la structure sociale va se modifier au cours de tout l'après-guerre. Il s'agit d'abord d'un phénomène presque exclusivement new yorkais. Ce courant politique trouve ses partisans essentiellement dans les milieux issus de l'émigration juive européenne, et notamment auprès de ses effectifs de seconde génération, scolarisés dans ces institutions hautement politisées que sont le Brooklyn College et le City College New York. Au cours des années 1930, ces deux institutions, et en particulier la seconde, fonctionnent en effet comme de véritables écoles politiques, où toute une génération de jeunes socialistes emboîte le pas aux mentors que sont Max Shachtman, James Burnham, Philip Rahv ou Sydney Hook, et se constitue en groupe tout à fait distinct des communistes, qui sont majoritaires.²⁰

Parce que la scolarité y est gratuite sans pour autant diminuer la qualité de l'enseignement, ce qui la rend accessible aux classes populaires, ces *colleges* vont favoriser une véritable ascension sociale des enfants de migrants qui y sont scolarisés. Dans les années 1970, c'est dans les champs universitaire, journalistique, littéraire et politique qu'on va ainsi retrouver les éléments les plus brillants passés le City College et ses clubs politiques : Bell, Lipset, Kristol, Howe, Lasky, etc. Par ailleurs, ces établissements constituent à l'époque les principaux bassins de recrutement local de l'Université de Columbia, ce qui augmente plus encore la distance sociale qu'ils permettent de franchir ainsi que le prestige symbolique dont ils favorisent l'acquisition. Ce terreau très particulier explique notamment l'incapacité structurelle du *Socialist Workers Party* ou de la YPSL de recruter dans les milieux ouvriers : dans les années 1940 et 1950, la stratégie de la "colonisation" de l'univers industriel poursuivie par Shachtman est un échec patent qui n'aboutit qu'au placement de quelques militants dans les bureaucraties syndicales, où ils troquent leurs talents d'organiseurs contre des responsabilités parfois élevées dans la hiérarchie, ce qui contribue ainsi au rapprochement du mouvement trotskiste et de la direction de l'AFL-CIO²¹. Ainsi éloigné, géographiquement et socialement, du prolétariat industriel, le parti trouve en revanche le gros de ses troupes parmi les milieux littéraires et intellectuels new-yorkais. Cette assise sociale explique aussi, dans une certaine mesure, la prédilection de ces militants pour les questions de politique internationale : dénués de véritable base sociale mais rompus à la lutte idéologique et doctrinale, c'est en quelque sorte tout naturellement qu'ils occupent un terrain structuré par l'opposition entre deux systèmes sociaux et idéologiques.²²

La carrière sociale ascendante de ces activistes permet-elle pour autant de parler d'un processus d'"embourgeoisement" qui se traduirait, de façon platement mécanique, par l'ajustement des orientations politiques ? L'explication a été avancée. Mieux, elle l'a été par les intéressés eux-mêmes – ce qui n'est pas insignifiant. Ainsi Norman Podhoretz a-t-il intitulé son autobiographie *Making It* et expliqué le ralliement de sa génération au libéralisme par la nécessité de défendre un modèle de société qui permettait précisément l'intégration et l'ascension sociale de ceux qui, comme lui, étaient partis du bas de l'échelle.²³ Derrière ces provocations, il y a en réalité un désir d'identification politique avec les classes moyennes qui

¹⁹ Wald, *op.cit.*, p. 9.

²⁰ Sur le City College des années trente, on peut consulter avec profit les mémoires de Charles Page, qui y enseigna jusqu'en 1946. Charles H. Page, *Fifty Years in the Sociological Enterprise*, The University of Massachusetts Press, Amherst, 1982.

²¹ Sur ce point voir : Isserman, *op.cit.*, p. 52.

²² A proprement parler, ce n'est qu'en politique étrangère qu'il existe véritablement un "mouvement" néoconservateur, dans la mesure où ces anciens démocrates sont divisés sur nombre de questions économiques et sociales (et en premier lieu sur le rôle de l'Etat et des aides sociales). Voir John Ehrman, *The Rise of Neo-conservatism. Intellectuals and Foreign Affairs 1945-1994*, Yale University Press, New Haven, 1995.

²³ Norman Podhoretz, *Making It*, Random House, New York, 1968.

a des causes, comme nous le verrons, plus intellectuelles que sociales. Cette défense et illustration du ralliement au *mainstream* cache plus qu'elle ne les révèle les mécanismes déterminants de ce type d'évolution. Ni les positions sociales, ni même le sens de la mobilité sociale ne sauraient l'expliquer, dans la mesure où le même type de trajectoires ont abouti, dans le cas de certains représentants de la *new left* des années 1960, à une radicalisation politique en sens inverse.

Pas plus que le statut social, la composante juive ne peut, en soi, expliquer le processus de déradicalisation de ces anciens *leftists*. Les deux explications ont été associées, puisque certains historiens ont parlé d'une spécificité politique des « *upwardly mobile Jews* ». ²⁴ Certes, on verra dans les années 1970 la plupart des néoconservateurs se rapprocher de politiciens républicains autour de positions fortement pro-israéliennes, et amorcer un abandon du parti démocrate. Mais ces positions sont en réalité tournées vers l'intérieur, contre la politique de Carter ou contre les Nations Unies. Qui plus est, le socialisme juif new yorkais des années 1930 qui constitue la matrice originelle du mouvement trotskiste est d'orientation anti-sioniste et universaliste, tout comme la revue intellectuelle *Menorah Journal*, véritable vivier des *New York intellectuals* où Sydney Hook fait ses débuts littéraires, qui se radicalisera à cette époque. Shachtman, quant à lui, va jusqu'à voir des possibilités révolutionnaires dans la résistance palestinienne au mouvement d'implantation sioniste. ²⁵ Enfin, l'American Jewish Committee, qui est le bailleur de fonds de la revue *Commentary*, est une organisation qui reste très longtemps antisioniste, dans la mesure où elle ne se reconnaît pas dans un mouvement qu'elle considère comme une importation est-européenne. ²⁶

En fait, la raison pour laquelle l'identité sociale et culturelle de ces jeunes socialistes joue un rôle dans leur reconversion est toute autre et s'articule de façon complexe à un parcours qui est aussi intellectuel. Car ces *leftists* des années 1930 et 1940, en raison même de leurs origines, occupent un espace universitaire tout à fait spécifique, structurée *grosso modo* autour du circuit City College - Brooklyn College - Columbia. Or, c'est ce même espace qui va accueillir toute l'émigration universitaire austro-allemande qui fuit le nazisme. C'est en effet autour de la New School et de l'Université de Columbia que vont s'insérer les chercheurs persécutés en Europe en tant que socialistes, en tant que juifs, ou en tant que sociologues, comme Paul Lazarsfeld, Otto Kirchheimer, Franz Neumann, Hans Speier, Emil Lederer et bien d'autres. ²⁷ Ces réfugiés arrivent en fait dans un marché universitaire extrêmement difficile (qui n'est d'ailleurs pas totalement exempt d'un certain antisémitisme, comme l'a rappelé Lazarsfeld par la suite.) ²⁸ Les positions universitaires qu'ils occupent sont moins prestigieuses que celles qu'ils ont dû quitter, elles sont parfois marginales et impliquent la plupart du temps un retour à l'enseignement. C'est donc tout naturellement que cet enseignement prodigué par des marxistes ou des socio-démocrates émigrés, en marge des grandes chaires new-yorkaises, sera recueilli par ceux qui occupent, dans l'ordre universitaire comme dans l'ordre social, une position relativement similaire, et qui se réclament eux aussi d'un marxisme non-dogmatique ²⁹. Et ce sont ces mêmes étudiants des années 1940 qui

²⁴ Cette analyse est présentée et réfutée par Alan Wald, *op.cit.*, pp. 9-10.

²⁵ Drucker, *op.cit.*, pp. 46-47.

²⁶ Voir à ce sujet le livre fort éclairant de Peter Novick, *L'holocauste dans la vie américaine*, Gallimard, Paris, 2001, qui mentionne ce fait.

²⁷ Sur cet épisode migratoire et intellectuel à partir duquel vont se développer des convergences entre un marxisme importé et un libéralisme local, tous deux en crise, voir notamment : Lewis Coser, *Refugee Scholars in America : Their Impact and Their Experiences*, Yale University Press, New Haven, 1984; ainsi que le recueil de texte précédé de l'excellente et très longue introduction de Mariuccia Salvati, *Da Berlino a New York. Crisi della classe media e futuro della democrazia nelle scienze sociali degli anni trenta*, Bruno Mondadori, Milan, 2000.

²⁸ Coser, *op.cit.*, p. 119.

²⁹ Et il convient d'ailleurs de noter, à la suite de Mariuccia Salvati, que cette rencontre a marqué toute la production sociologique des jeunes *leftists* américains issus de ce milieu intellectuel, comme Bell, Gouldner ou

deviendront les maîtres d'oeuvre de l'acclimatation de la tradition marxiste continentale sur la terre promise du libéralisme – une traduction qui, à la longue, se révélera bel et bien être une trahison.³⁰

L'Amérique comme révolution permanente

Ces dans ce processus d'acclimatation de toute une veine de réflexion sur la transformation des sociétés capitalistes qu'il faut en réalité rechercher les principaux éléments, les "opérateurs logiques" en quelque sorte, qui éclairent l'évolution politique des futurs néoconservateurs. Car dans la mesure où leur passage du gauchisme à la droite conservatrice se fait de façon progressive, sans solution de continuité et sans crises apparentes (il est d'ailleurs frappant d'observer, dans leurs témoignages, un réel sens de la fidélité à soi-même et à ses principes), il demande à être rationalisé. D'où l'importance des productions savantes qui ont permis d'établir des vases communicants entre la tradition marxiste et les représentations libérales de la société américaine. Cette opération réussit d'autant mieux que la première est en crise, tandis que les secondes sortent fortement ébranlées par la crise économique des années 1930.

A cet égard, l'apport de l'émigration universitaire austro-allemande est fondamental. Les *refugee scholars* apportent dans leur bagage un marxisme traumatisé par l'expérience du nazisme : l'essentiel du travail de ces sociologues consiste à élaborer des instruments permettant d'éclairer à la fois l'identité sociale et culturelle des classes moyennes qui jouent rôle fondamental dans la montée du nazisme. Il s'agit là d'une recherche déjà fort éloignée de travaux antérieurs qui, encore dans les années 1920, s'en tenaient à une validation de la théorie marxiste orthodoxe. Or, s'ils réfléchissent à la destructuration de ces classes moyennes et à la faillite de la démocratie weimarienne sous la poussée des "masses" anomiques que le fascisme parvient à mobiliser, s'ils théorisent, comme le dit très bien Mariuccia Salvati, les classes moyennes comme "le lieu social du risque"³¹, les sociologues émigrés le font depuis un pays où ces couches sociales ont atteint, plus qu'ailleurs, leur plein développement, mais coexistent néanmoins avec de solides institutions démocratiques. Ce faisant, ils inventent dans un même geste le *comparatisme* en sciences sociales et, surtout, *l'exception américaine*. La démocratie américaine est-elle à l'abri d'un effondrement de ses institutions ? Les classes moyennes y sont-elles comparables à celles qui, en Allemagne, ont été les forces vives du national-socialisme ? La crise économique, les conflits de classe, la désagrégation sociale peuvent-ils favoriser des scénarios fascistes ? Mais surtout, comment se fait-il que la présence d'une immense classe moyenne n'ait pas abouti, à la faveur de la crise économique, à l'émergence d'un fascisme américain ? C'est autour de ces questionnements que prend forme l'idée d'une différence fondamentale de la société américaine, déterminée sur le plan politique par le rôle central de l'opinion publique dans le fonctionnement de la démocratie, et sur le plan culturel par le populisme libéral-progressiste des classes moyennes. Hostiles au *big business* et attachées à la propriété, elles apparaissent ainsi comme l'un des remparts dressés

Lipset, et notamment la passion qu'ils affichent pour "les grands thèmes de la structure de classe, du changement social, de la révolution et de la contre-révolution, des mouvements politiques et des mutations idéologiques." Mariuccia Salvati, *op.cit.*, p. 83.

³⁰ Ce n'est pas un hasard, donc, si la *modernization theory* qui fait rage dans les années 1950 doit tant aux anciens du City College, comme Seymour Martin Lipset et Gabriel Almond, ou à ceux de Columbia, comme James S. Coleman. Elle affiche d'ailleurs un certain nombre de similitudes formelles avec la théorie marxiste. Cf. ce qu'en dit Schmuël Eisenstadt, « Macro-societal Analysis – Background, Development and Indications », in H.J. Helle (dir.), *Macro-Sociological Theory. Perspectives on Sociological Theory. Volume 1*, pp. 7-24, Sage, Londres, 1985.

³¹ Salvati, *op.cit.*, p. 7.

contre le processus de concentration du grand capital monopolistique.³² Quant à l'idéologie libérale teintée de populisme qui est la leur, elle assure la cohésion politique de ce groupe qui avait tant fait défaut en Europe. En exposant cette "exception" dans laquelle elle place ses espoirs, l'immigration intellectuelle weimarienne fait en réalité "le choix de l' 'assimilation' américaine ou, mieux, le choix du libéralisme comme principe d'orientation guidant les mesures sociales et les technologies politiques."³³

La leçon ne sera pas perdue, comme en témoigne la production ultérieure des jeunes intellectuels socialistes new yorkais qui la font leur. Si elle entre en résonance avec leur propre univers théorique, c'est d'abord en raison de l'homologie (mais aussi de la proximité concrète) qui existe entre leurs positions et celles des sociologues weimariens. Car pour eux aussi, ces avancées théoriques fonctionnent comme de véritables accélérateurs de l'assimilation culturelle, dans la mesure où elles permettent de sortir du dilemme qui travaille depuis toujours les milieux radicaux juifs new yorkais, pris entre l'« américanisation » et le maintien dans une marginalité politique mais aussi sociale. Elles mettent finalement l'analyse marxiste au service d'une lecture démocratique et égalitariste de la société américaine, une lecture qui correspond parfaitement, du reste, à la stratégie *laboriste* poursuivie par les trotskistes au cours des années 1950. Elle a en outre l'avantage de rendre plus aisée une interprétation progressiste de l'anticommunisme libéral sur lequel ils sont en train de s'aligner. En témoigne d'ailleurs la production d'un Lipset : on voit ainsi réapparaître le même thème des classes moyennes comme porteuses de valeurs égalitaristes et dépositaires d'une "foi séculière dans un réformisme graduel"³⁴ se traduisant par des politiques redistributives qui permettent, en améliorant leur condition, de soustraire les classes ouvrières à l'extrémisme de gauche.

Le propre de l'exception américaine est précisément de produire une représentation émancipatrice de la société américaine tout à fait acceptable aux yeux de marxistes en rupture avec l'internationalisme prolétarien. Là encore, le cas de Lipset est fort instructif : c'est dans la préface à l'édition de *Political Man* publiée en 1963 qu'il explique qu'il se considère sans ambages "comme un homme de gauche", mais à condition, dit-il, d'ajouter immédiatement que les Etats-Unis sont, selon lui, "une nation où les valeurs de gauche prédominent."³⁵ L'équation est donc posée : on peut, tout en affichant sa fidélité aux idéaux des engagements à gauche, embrasser sans complexe le libéralisme qui sert de fondement idéologique à l'ordre social. L'idée d'une exception américaine permet ainsi à la gauche antistalinienne de découvrir les vertus censées être à la fois égalitaristes et dynamiques d'un capitalisme sans passé féodal, fondé sur la mobilité et liant le statut à l'*achievement* plutôt qu'à l'extraction. Il s'agit finalement d'un pays né d'une révolution et dont le capitalisme se construit à partir d'une impulsion égalitaire. Aux yeux des trotskistes, comme l'écrit Pierre Grémion (en parlant cependant des trotskistes français, bien que ses propos conviennent mieux encore à leurs camarades d'outre-Atlantique), "l'Amérique offre le spectacle d'une société libérée de l'entrave bourgeoise des forces productives, une société où le capitalisme donne paradoxalement un contenu à l'idée de révolution permanente."³⁶ Ce n'est pas un hasard, et moins encore un

³² C'est un autre sociologue weimarien, Alfred Meusel, émigré au Danemark puis en Grande Bretagne, qui propose le premier cette lecture. Alfred Meusel, "Middle Class", *Encyclopedia of the Social Sciences*, New York, 1933, pp. 407-405, cité in Salvati, *op.cit.*, p. 84.

³³ Salvati, *op.cit.*, p. 142.

³⁴ Seymour Martin Lipset, *Political Man. The Social Bases of Politics*, Anchor Books, New York, 1963 [1959], p. 45.

³⁵ Idem, p. xxi.

³⁶ Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Fayard, Paris, 1995, p. 315. On est là devant un autre exemple de « capitalisme gauchiste », antérieur à celui que la sociologie constructiviste française voit poindre après 1968 dans le recyclage de la « critique artiste ». Cf. Luc Boltanski & Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999, p. 290.

simple reniement, si les troupes shachtmaniennes vont peu à peu se rapprocher du *business* sans pour autant s'éloigner des syndicats. Certains, comme Daniel Bell ou Irving Kristol, finiront même à la rédaction du mensuel *Fortune*, chronique des marchés et de la haute finance new-yorkaise – suivant en cela l'exemple d'un autre prestigieux *New York intellectual*, Herbert Solow, compagnon de route de Trotsky avant de devenir membre du comité éditorial de ce même magazine.³⁷ Dans les années 1970-1980, ce sont eux qui profiteront les premiers de la manne financière qui fait vivre les fondations et les *think tanks* à travers lesquels les milieux d'affaires préparent une offensive culturelle et politique qui mettra définitivement un terme à l'hégémonie de l'establishment libéral.³⁸

On ne saurait assez insister sur l'importance que l'enseignement weimarien aux Etats-Unis a eu sur les catégories indissolublement scientifiques et politiques qui ont par la suite structuré le rapport de ceux qui allaient devenir les néoconservateurs aux grandes transformations de la société américaine et des relations internationales. Arrivée dans le sillage des sociologues austro-allemands, la réflexion sur les classes moyennes est à cet égard centrale. L'idée que ces classes sont culturellement cimentées par un libéral-populisme qui assure leur caractère démocratique va ainsi resurgir dans les années 1960 pour former la grille de lecture des nouvelles radicalités (mouvement étudiant, luttes des noirs, opposition à la guerre du Vietnam). En voyant le libéralisme contesté précisément par les couches sociales qu'il contribuait à définir, à agréger et par conséquent à constituer en classes insérées dans le jeu démocratique, la *Old Left* marxiste va voir se lever le vieux spectre des "masses" des années 1930 et interpréter la situation en termes de menace totalitaire et d'effondrement de l'ordre démocratique.³⁹ C'est donc tout naturellement qu'elle va reprocher à la *New Left* d'être le fourrier d'un nouveau totalitarisme, et définitivement passer de l'antistalinisme à un anticommunisme dur, à usage tant externe qu'interne.

Car ce sont les mêmes milieux qui contribuent, au lendemain de la seconde guerre mondiale, à réinventer et à diffuser le concept de *totalitarisme*, véritable arme culturelle produite pour les besoins de la guerre froide. S'il est né dans les années 1920 puis codifié par les théoriciens fascistes, aux Etats-Unis le terme n'est maintenu en vie dans les années 1940 que par les bons offices des anticommunistes libéraux ou socialistes liés aux milieux littéraires.⁴⁰ C'est donc dans les revues où se côtoient justement les émigrés européens et la gauche antistalinienne américaine que s'inscrit le débat sur le totalitarisme. La *Partisan Review* (à laquelle collabore à l'époque Hannah Arendt) et *The New Leader*, deux publications par lesquelles transite le gros des futures troupes néoconservatrices, seront à la pointe de cette effort. Sydney Hook, Philip Rhav, Melvin Lasky ou encore Irving Kristol sont parmi les plumes qui y peaufinent l'amalgame totalitaire. Le concept suivra ces *Cold War*

³⁷ Et force est de constater que l'idée d'une exception américaine se porte bien, quand même il s'agirait de la nuancer, puisque Lipset lui a récemment consacré un volume entier : *American Exceptionalism : A Double-Edged Sword*, Norton, New York, 1996. Entre autres produits dérivés, la matrice idéologique de l'exception américaine a aussi été directement à l'origine du néo-tocquevillisme promu par les universitaires proches du néoconservatisme (le *Journal of Democracy* consacrait il y a un an un volumineux symposium à Tocqueville théoricien de la démocratie), et arrivé en France dans le sillage des études sur les nouvelles démocraties et sur la société civile.

³⁸ Voir notamment Sidney Blumenthal, *The Rise of the Counter-Establishment. From Conservative Ideology to Political Power*, Times Books, New York, 1986; James A. Smith, *The Idea Brokers : Think Tanks and the Rise of the New Political Elite*, Free Press, New York, 1991.

³⁹ Lipset et Earl Raab se chargent d'ailleurs de montrer, sondages et résultats de vote à l'appui, que le candidat de la nouvelle gauche au sein du parti démocrate, George McGovern, est perçu comme une menace à « l'ordre social même » et que ses sympathisants sont des extrémistes. Seymour Martin Lipset & Earl Raab, « The Election and the National Mood », *Commentary*, janvier 1973, pp. 44-45.

⁴⁰ Cf. Abbott Gleason, *Totalitarianism. The Inner History of the Cold War*, Oxford University Press, New York, 1995.

liberals dans leur longue marche vers le pouvoir, pour finalement définir, sous la plume de Jeane Kirkpatrick, une doctrine de gouvernement.

Seymour Martin Lipset, idéologue néoconservateur

La biographie de Lipset illustre bien le cheminement social et intellectuel complexe de la gauche antistalinienne issue des années 1930-40. Né en 1922 dans un quartier juif ouvrier du Bronx, Lipset est le fils d'un ouvrier typographe « vaguement socialiste »⁴¹ et militant syndical, qui avait à plusieurs reprises connu le chômage au cours de la grande dépression des années 1930. C'est par conséquent dans un milieu très politisé que le jeune Seymour grandit avant de prolonger son éducation politique au City College, où il se distingue comme l'un des plus brillants jeunes animateurs de l'alcôve numéro 1 de la cafétéria, où se regroupaient les divers courants de la gauche antistalinienne (par opposition à l'alcôve numéro 2 qui abritait les étudiants proches du parti communiste). Ses camarades de classe – ou plutôt d'alcôve – s'appellent Irving Kristol, Nathan Glazer, Daniel Bell, ou Philip Selznick. Après avoir obtenu son *B.S.* en 1943, il s'inscrit à Columbia où il étudie sous les auspices de Robert Lynd, Robert Merton et Paul Lazarsfeld. La stratification sociale, le comportement électoral, les orientations axiomatiques des classes moyennes, les conflictualités sociales, le syndicalisme, l'opinion publique, tels sont les thèmes qui sont au centre des travaux et que de nouveaux instruments (sondages, séries statistiques) en plein essor permettent de traiter de façon « pragmatique ». La production ultérieure de Lipset, et notamment les travaux rassemblés dans *Political Man*, reflètent ce qui est en train de devenir une célébration gauchiste de l'américanisme : la réflexion sur la faillite du socialisme aux U.S.A. due au caractère socialiste de la société américaine (une idée que Lipset reprend à un vieil intellectuel socialiste, Leon Sampson), l'élaboration du mythe coriace de l'autoritarisme de la classe ouvrière, le thème de la fin des idéologies et de l'atténuation de la lutte des classes dans les sociétés occidentales au profit d'un réformisme pragmatique désidéologisé incarné et porté par la sociologie de la modernisation. Il est tout à fait significatif que la thématique des tendances autoritaires de la classe ouvrière serve d'emblée à poser un (faux) "dilemme", qualifié de "tragique", "pour ces intellectuels de la gauche démocratique qui pensaient autrefois que le prolétariat était nécessairement une force porteuse de liberté, d'égalité raciale et de progrès social."⁴² Lipset va même plus loin en affirmant que les ouvriers ne sont pas dupés par la rhétorique émancipatrice des partis communistes, mais au contraire attirés par leur extrémisme et leur autoritarisme.⁴³ Dans la démonstration de Lipset, qui s'embarrasse fort peu des contraintes liées à la validation empirique des hypothèses,⁴⁴ le prolétariat se trouve ainsi dépossédé de tous ses attributs progressistes au profit des classes moyennes qui deviennent le nouveau sujet de l'histoire. On ne s'étonnera pas que la thèse ait été mise au point dans le cadre de la conférence intitulée "Le Futur de la Liberté", organisée en 1955 par le Congrès pour la Liberté de la Culture (sur lequel nous allons revenir), financée par conséquent par la CIA, et destinée à lutter contre le communisme dans les milieux culturels, scientifiques et politiques en lui opposant un américanisme progressiste, véhiculé par une

⁴¹ Seymour Martin Lipset, interviewé par Brian Lamb, C-SPAN, 23 juin 1996.

⁴² Seymour Martin Lipset, *Political Man. The Social Bases of Politics*, Heinemann, Londres, 1960, p. 97.

⁴³ *Idem*, pp. 99-100.

⁴⁴ Il est tout à fait révélateur que, dans sa critique des incohérences intellectuelles des néoconservateurs pourtant si prompts à dénoncer celles des autres, Steinfels choisisse de prendre Lipset pour exemple : « Lipset écrit 'l'histoire' en assemblant n'importe quels exemples ou citations susceptibles de conforter une thèse forgée d'avance ; en faisant l'amalgame d'attitudes distinctes sous des appellations vagues comme 'opposition', 'moralisme' ou 'gauche' ; et en se débarrassant dans des propositions subordonnées des anomalies qui continuent de perturber son schéma. » *op.cit.*, p. 199.

gauche antistalinienne mobilisant ses réseaux internationaux. Il en va de même de la thèse de la « fin des idéologies », dont Lipset est l'un des principaux colporteurs. Cette posture de *Cold War liberal* passé par la *Young People Socialist League* va se confirmer tout au long des années 1960. La décennie suivante verra Lipset va passer par toutes les stations qui balisent le chemin menant au néoconservatisme. Il figure d'abord parmi les fondateurs de la *Coalition for a Democratic Majority*, un groupe informel qui, sous l'égide de Ben Wattenberg et Midge Decter, rassemble les intellectuels démocrates anticommunistes en lutte contre la nouvelle gauche et cherchant à promouvoir la tendance Jackson-Humphrey au sein du parti. Il s'agit pour l'essentiel du gros des effectifs trotskistes passés par le parti socialiste et maintenant attachés à jouer les équilibres au sein du parti démocrate. On y retrouve Nathan Glazer, Daniel Bell, Jeane Kirkpatrick, Max Kampelman, Michael Novak, l'historien Richard Pipes, le syndicaliste shachtmanien Albert Shanker et l'incontournable Norman Podhoretz. En décalage complet avec les transformations sociales en cours, largement rétrograde (l'objectif déclaré du CDM est de restaurer « la grande tradition » courant de Truman à Humphrey), la seule fonction réelle de ce club est finalement de contribuer à dégager une tendance jusque-là éparse et à forger l'identité politique des néoconservateurs.⁴⁵ Cette identité va se consolider plus encore dans le creuset du *Committee on the Present Danger*, dont Lipset va devenir un membre. Ce comité naît en fait des conclusions d'une équipe de travail qui évalue, parallèlement à l'équipe de la CIA, les données concernant les équilibres d'armements entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Les auteurs du rapport, au nombre desquels figurent Paul Nitze et Richard Pipes, affirment que l'URSS considère l'arme nucléaire comme un instrument susceptible d'assurer la victoire, ne souscrit pas à la doctrine de l'équilibre de la terreur, et cherche à exploiter localement sa supériorité globale. Il s'agit par conséquent de s'opposer haut et fort au désarmement bilatéral engagé par l'administration Carter, et notamment au traité SALT II. C'est ce pour quoi Paul Nitze crée le *Committee on the Present Danger*, que Lipset rejoint avec les suspects habituels que sont Kirkpatrick, Kampelman, Decter, Podhoretz, ou encore Bayard Rustin.⁴⁶ Désireuse de saisir une occasion de critiquer la politique de l'administration Carter et de prendre position sur un terrain qui se prête parfaitement à ses attaques anticommunistes mais dont elle ne connaît pas les détails techniques, la revue *Commentary*, à laquelle Lipset contribue régulièrement, va ouvrir ses pages aux productions du comité. Ainsi, tout en cultivant son détachement universitaire et en refusant obstinément l'appellation,⁴⁷ Lipset représente en quelque sorte l'exemple achevé de reconversion dans le néoconservatisme, une reconversion couronnée en fin de carrière par un titre de Senior Fellow dans le temple de l'anticommunisme conservateur et universitaire qu'est la Hoover Institution.

La guerre froide comme division du travail de domination

La déradicalisation de la vieille gauche antistalinienne et sa longue droitisation ne sauraient s'expliquer sans faire la part belle aux facteurs proprement intellectuels, doctrinaux et idéologiques. Cela d'autant plus que l'on a pu décrire à juste titre le néoconservatisme comme « le conservatisme des *social scientists* »⁴⁸ ou encore comme un « parti

⁴⁵ Ehrman, *op.cit.*, pp. 59-60.

⁴⁶ *Idem*, pp. 111-112.

⁴⁷ L'adjectif « néoconservateur », écrit Lipset, « est un label envieux qui a été inventé pour nuire à des opposants politiques, dont la plupart ont d'ailleurs refusé cette description ». Seymour Martin Lipset, « Neoconservatism : Myth and Reality », *Society*, juillet-août 1988, p. 29, cité in Ehrman, *op.cit.*, p. 46.

⁴⁸ Peter Steinfels, « The Cooling of the Intellectuals », *Commonweal*, 21 mai 1971, p. 256. Il est d'ailleurs certain que le thème de la « fin des idéologies » élaboré dans les années 1950 pour les besoins de la guerre froide

d'intellectuels. »⁴⁹ Mais, on l'a vu, ces facteurs n'ont eu une efficace que sur le fond de déterminations sociales très spécifiques. Celles-ci vont cependant bien au-delà du simple *background* new yorkais que nous avons évoqué, et sont plus déterminantes qu'il n'y paraît à première vue. C'est que la place qu'occupent ces intellectuels militants dans la société américaine reste trompeuse, nous semble-t-il, si l'on ignore la place qu'ils occupent dans la division du travail de domination propre à la guerre froide.⁵⁰

On l'a dit au début de cette communication : les cadres politiques et intellectuels du néoconservatisme représentent un univers social fort différent et éloigné de l'*establishment* libéral qui est installé à la conduite des affaires internationales. Par rapport à ce patriciat issu du monde de la finance, de la haute banque, des grands cabinets d'avocats et de la magistrature, les stratèges de l'anticommunisme de gauche apparaissent comme un véritable prolétariat intellectuel, chargé en quelque sorte des basses besognes. L'*establishment* représente un milieu extrêmement fermé, dont l'accès est conditionné par la possession d'un capital à la fois économique, social, culturel et symbolique – les états de service de la famille, le passage par un *college* de l'Ivy League, les voyages en Europe, etc. Il s'agit aussi d'un milieu essentiellement anglo-saxon et protestant. Il s'agit d'un milieu, en somme, dont les *New York intellectuals* issus du City College ou du Brooklyn College sont de fait exclus – en raison de leur statut social, certes, mais aussi, plus subtilement, parce qu'ils sont juifs.⁵¹

Or, ces différences sociales vont servir de support à un compartimentage des rôles tout à fait fonctionnel et à une véritable division du travail de lutte. Car le paradoxe de cet *establishment* est qu'il finance les activités internationales des *cold warriors* de gauche. Par l'intermédiaire de la CIA, puis de la fondation Ford – dont les personnels dirigeants appartiennent au même milieu⁵² – il sera le véritable mécène du Congrès pour la Liberté de la Culture, l'organisation internationale mise en place en 1950 et chargée de contrer l'influence communiste et l'anti-américanisme des élites culturelles européennes dans le cadre d'une stratégie de *cultural cold war* fondée sur un élitisme atlantiste.⁵³ Grand organisateur de manifestations culturelles et de conférences universitaires, le Congrès permet à la *old left* antistalinienne de s'internationaliser et d'exporter ses productions idéologiques, notamment à

représentait aussi l'idéologie spontanée et technocratique des politologues et des sociologues dont la science pragmatique allait permettre d'enterrer la lutte des classes.

⁴⁹ Peter Steinfels, *The Neoconservatives. The Men who are changing America's Politics*, Simon and Shuster, New York, 1979, p. 4.

⁵⁰ C'est à leur place dans l'ordre social de la guerre froide que Steinfels fait allusion lorsqu'il écrit que " la guerre froide récompensa leurs compétences et assura leur promotion sur les lignes de front". *Ibid.*, p. 29.

⁵¹ La seule exception, à notre connaissance, est Shepard Stone, qui fut président de la Fondation Ford jusqu'en 1966 après un passage par la Haute Commission Américaine en Allemagne où il travaille sous les ordres de John J. McCloy, surnommé le "président" de l'*establishment*. Mais c'est là une exception qui semble confirmer la règle dans la mesure où il fit ses études au prestigieux Dartmouth College et abandonna son nom de famille pour "Stone" avant de les entamer. Cf. sa récente biographie : Volker R. Berghahn, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe. Shepard Stone between Philanthropy, Academy and Diplomacy*, Princeton University Press, Princeton, 2001.

⁵² Shepard Stone est passé par les services de renseignement militaire américains en Allemagne et il maintient au cours de toute sa carrière des contacts professionnels avec la CIA, tandis que McGeorge Bundy fut conseiller pour la sécurité nationale de Johnson (son frère William, quant à lui, fut un haut responsable de la CIA). Cf. Berghahn, *op.cit.* ; Kai Bird, *The Color of Truth. McGeorge Bundy and William Bundy : Brothers in Arms*, Simon & Schuster, New York, 1998.

⁵³ L'histoire du Congrès a fait l'objet de plusieurs publications récentes, qui sont venues s'ajouter au texte de Christopher Lasch, "The Cultural Cold War : A Short History of the Congress for Cultural Freedom", in Barton J. Bernstein (dir.), *Towards a New Past. Dissenting Essays in American History*, Vintage Books, New York, 1969, pp. 322-359. Mentionnons, outre l'ouvrage de Pierre Grémion cité plus haut : Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy. The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind in Postwar Europe*, The Free Press, New York, 1989; Frances Stonor Saunders, *The Cultural Cold War : The CIA and the World of Arts and Letters*, The New Press, New York, 2000.

travers un certain nombre de revues qu'il subventionne (ainsi *Preuves*, en France). Du côté américain, on retrouve Sydney Hook, James Burnham, Melvin Lasky, Sol Levitas ou Franz Neumann dans les instances organisatrices. Et lorsque le Congrès organise une conférence à Milan en 1955 sur le « Futur de la Liberté », au cours de laquelle est forgé le thème de la fin des idéologies et de l'autoritarisme de la classe ouvrière, il fait appelle aux caciques de la lutte anticommuniste que sont déjà Lipset, Bell, et Shils. En France, c'est Raymond Aron qui sera le relais local de ce réseau.⁵⁴

Cette division du travail entre l'*establishment* qui assure la gestion politique de la guerre froide et d'anciens gauchistes passés au *Cold War liberalism* qui sont aux premières lignes de la lutte idéologique fonctionne précisément grâce à la distance sociale mais aussi symbolique qui sépare ceux-ci de leurs mécènes. Et c'est d'ailleurs lorsque cette distance semble se réduire au profit d'une collusion exposée au grand jour qu'une telle stratégie cesse de fonctionner – ainsi lorsque la presse anglo-saxonne révèle, en 1966, les réseaux de financement de la CIA et montre que le CLC bénéficiait de ses largesses. Mais en même temps, cette division du travail porte en elle des éléments contradictoires et des sources de friction, qui vont passer au premier plan dans les années 1960 et 1970. Il y a d'abord le double-jeu de l'*establishment*, qui de la main gauche laisse le répertoire de l'anticommunisme le plus virulent à ses protégés de gauche et, de la main droite, lutte contre le Maccarthysme (non par conviction mais plutôt par pragmatisme, dans la mesure où la chasse au sorcières menée par le sénateur du Wisconsin nuit considérablement à l'image de l'Amérique en Europe, qu'il cherche précisément à rehausser). Ses frictions vont s'intensifier au fur et à mesure que s'érode le consensus libéral qui assurait non seulement la cohésion politique de l'*establishment* mais aussi sa capacité à trouver des alliés politiques au-dehors de ses rangs. Déjà ébranlé sur le plan économique et social lorsque Nixon arrive au pouvoir, le libéralisme qui fonctionnait comme le lubrifiant idéologique de la guerre froide va être largement remis en question par l'enlisement, au Vietnam, dans une guerre chaude dont l'atrocité n'échappe à personne. La façade de l'*establishment* va d'une part se fissurer. A côté de la vénérable revue *Foreign Affairs* où les élites gouvernantes s'exprimaient d'une seule voix à travers son organe de tutèle, le Council on Foreign Relations, on voit apparaître une nouvelle publication – *Foreign Policy* – qui se propose de « réviser les objectifs, reconsidérer les moyens et reformuler les responsabilités. »⁵⁵ L'*establishment* va ainsi se diviser, certains optant pour un véritable révisionnisme reprenant un certain nombre des thèmes animant la critique gauchiste du libéralisme (Richard Barnett), d'autres cherchant à le reconstruire sur de nouvelles bases (Stanley Hoffman), tandis qu'une frange conservatrice tente de reformuler l'intérêt national dans un nouvel idiome (Zbigniew Brzezinski). En abaissant l'étanchéité sociale de cette noblesse d'Etat, ces divisions vont aussi permettre l'arrivée de nouveaux effectifs, plus en phase avec les préoccupations qui s'expriment dans les universités dont eux-mêmes sont issus. Mais tout cela n'empêche pas l'*establishment*, d'autre part, en parfaite conformité avec une tradition bien établie, d'utiliser ses ressources – notamment philanthropiques – pour établir un diagnostic de la crise à partir de savoirs ou de positions politiques « hétérodoxes » et par conséquent susceptibles d'innover. On va ainsi voir la fondation Ford, sous la direction stratégique de McGeorge Bundy, délaisser quelque peu ses activités de guerre froide pour explorer de nouvelles pistes : elle finance les travaux des chercheurs néo-marxistes, que ce soit Samuel Bowles et Herbert Gintis aux Etats-Unis (qui travaillent sur la démocratie « post-

⁵⁴ C'est notamment grâce à ces liens que la maison Calmann-Levy importera en France un certain nombre de textes de la gauche anticommuniste américaine, et notamment ceux de Burnham. La fondation Ford contribue aussi financièrement à la mise en place de l'Institut de Sociologie Européenne qu'Aron dirige. Cf. Berghahn, *op.cit.*, p. 207.

⁵⁵ Cité in Ehrman, *op.cit.*, pp. 24-25.

libérale ») ou les économistes de l'école dite de la « dépendance » en Amérique Latine, qui alimentent théoriquement un discours anti-impérialiste.⁵⁶

Ces stratégies reflètent en réalité le pragmatisme qui distingue les élites gouvernantes et leur capacité d'adaptation. Mais du même coup, ces évolutions contribuent à éloigner l'*establishment* de ses protégés chargés de la lutte anticomuniste à gauche. Beaucoup plus soucieux de la rectitude idéologique, beaucoup plus rigides, les trotskistes passés au *Cold War liberalism* vont au contraire durcir leurs positions et afficher une intransigeance radicale. Ils vont interpréter la crise de l'*establishment* comme le résultat d'une évolution contre-nature, et vivre les années 1970 comme celles d'une vaste trahison des élites dirigeantes. La rupture est consommée. La lutte contre la nouvelle gauche s'en trouve d'autant plus exacerbée qu'elle englobe désormais une rébellion contre les élites qui prendra la forme que l'on sait : la dénonciation d'une « nouvelle classe » arrivée au pouvoir et sapant les fondements de la démocratie américaine, incarnée par l'entourage du président Carter et le personnel du Département d'Etat aux Nations Unies.

Ce divorce va en réalité pousser les futurs néoconservateurs vers une revendication d'héritage. C'est avec nostalgie qu'ils évoquent la disparition du socle social et politique que représentaient les élites de la côte Est. Dès 1976, Daniel Bell déplore la disparition d'un *establishment* qui avait « confiance en soi » : « la vitalité d'une société requiert la présence d'un *establishment* fort (...) Aujourd'hui, il n'y a plus d'*establishment* américain (...) C'est un milieu que nous avons perdu. Les Stimsons, les Lovetts représentaient un milieu qui produisait des *leaders* – les cabinets d'avocats et les banques d'investissement de Wall Street »⁵⁷ - un milieu que Bell connaît bien pour s'en être fait le porte-parole journalistique. Carl Gershman, qui fut l'un des bras droit de Max Shachtman avant d'entreprendre une carrière d'ingénieur-conseil des transitions à la démocratie sous Reagan, écrit dans les pages de *Commentary* qu'« avec la disparition de cet *establishment*, le consensus transversal qui avait défini pendant plus d'une génération les objectifs de la politique étrangère américain a lui aussi disparu, laissant un sillage paralysant fait de divisions et de démoralisation. »⁵⁸ La disparition de ce milieu social laisse surtout ces vétérans de la guerre froide isolés et privés des faveurs dont ils bénéficiaient auparavant. Mais elle les laisse aussi dans une position de successeurs potentiels : dans la mesure où l'*establishment* a abdiqué face aux attaques contre l'internationalisme libéral et au communisme censé les nourrir, ils se considèrent de fait comme les dépositaires de la tradition libérale et les garants de la rectitude idéologique en matière de politique étrangère. Les néoconservateurs sont avant tout d'anciens gauchistes qui se présentent comme les *héritiers légitimes* de l'*establishment* libéral de la guerre froide sur la base de *titres acquis* et de leurs états de service. Cette revendication symbolique les place dans une logique d'accession au pouvoir qui n'était pas la leur jusque-là, tandis que la disparition de la manne financière et logistique dont il bénéficiaient fait de ces *cold warriors* aguerris de véritables mercenaires sur un marché politique en pleine recomposition. En 1980, c'est tout naturellement qu'ils iront vendre leurs services au candidat Reagan, dont la rhétorique anticomuniste leur laisse espérer qu'ils parviendront à conquérir une place stratégique dans la nouvelle configuration du pouvoir. Et l'une des clefs de la réussite de ce dernier est peut-être d'avoir sur fédéré tout un ensemble de prétendants (la nouvelle droite, les milieux de la finance en faveur de la dérégulation, les nouveaux économistes) en partie animés par un esprit de revanche.

⁵⁶ Ce n'est que dans les années 1980 que cette stratégie se révélera fort payante, puisqu'elle permet de ramener les intéressés dans le giron d'une social-démocratie de gouvernement qui sied fort à Washington.

⁵⁷ Daniel Bell, cité in Steinfels, *op.cit.*, p. 67, 248.

⁵⁸ Carl Gershman, « The Rise and Fall of the New Foreign Policy Establishment », *Commentary*, n°70, juillet 1980, p. 13.

La droitisation de la veuille gauche socialiste et anti-stalinienne formée dans les années 1930 est ainsi le produit d'une histoire hautement spécifique. L'élément crucial de cette trajectoire a été sans nul doute le fait d'avoir été à la pointe de la lutte contre la « radicalisation » au cours des années 1960-1970, avec tous les effets de recomposition des alliances que cela a entraîné. Cette lutte a été fondamentalement un effort pour contenir le jeu politique dans un élément idéologique – le libéralisme, dans ses variantes nationales et internationales – qui avait épuisé ses promesses de progrès social et d'émancipation politique, mais qui assurait aux cadres politiques de la gauche trotskiste et pro-syndicale une grande prise sur les rouages institutionnels et une maîtrise des équilibres politiques. C'est dans cette configuration précaire que la lutte contre le radicalisme rejoint inmanquablement les formes du conservatisme.